

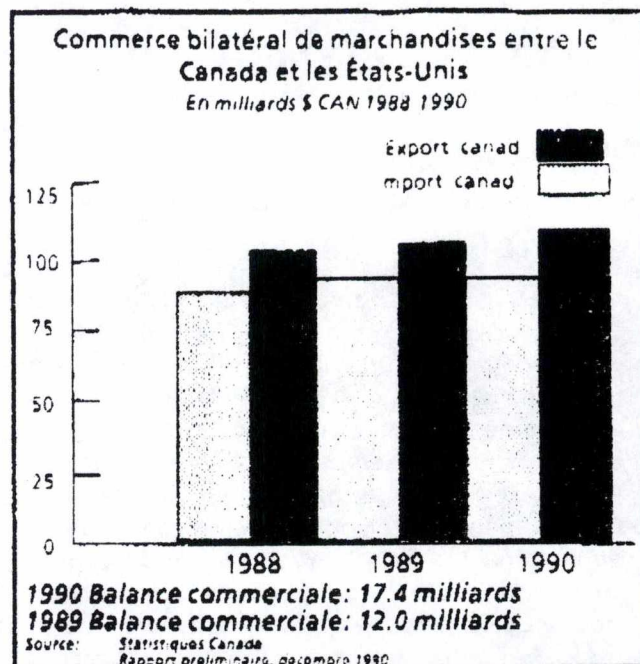
Les Grands Dossiers À Washington

proposées englobent l'exploration et les nouvelles activités de production en Alaska et au large du plateau continental, la mise au point et l'utilisation de nouveaux carburants dans le secteur du transport, la déréglementation des industries du gaz et de l'électricité et l'encouragement de l'option nucléaire par une rationalisation du régime des permis et licences d'exploitation. Cette politique, qui vise un équilibre entre suffisance énergétique, efficacité et préoccupations environnementales dans un contexte de libre marché, a été jugée inadéquate par les groupes conservacionnistes. L'adoption de mesures plus strictes touchant les économies moyennes de combustibles par le secteur privé (normes CAFE) pourrait bien être au centre du débat alors que le Congrès entreprend son action législative. Deux propositions préoccupent plus particulièrement le Canada: l'ouverture à l'exploration et au forage de la plaine côtière de la Réserve faunique nationale de l'Arctique et la transformation de la Federal Energy Regulatory Commission, un organisme indépendant, en un service du département de l'Énergie.

● Le 5 février, le Président Bush a présenté ses propositions budgétaires pour l'AF 1992 (commençant le 1er octobre). Le déficit pour l'AF 1991 devrait représenter 318 milliards \$, soit sensiblement plus que les 220 milliards déclarés pour l'AF 1990. Pour l'AF 1992, on s'attend à un déficit de 281 milliards; ce chiffre n'englobe pas les coûts de Tempête du désert -- qui seront largement supportés par les États du Golfe. Les propositions budgétaires du Président sont conformes au plan quinquennal de réduction du déficit si difficilement mis en place l'automne dernier. Elles seront examinées et débattues par le Congrès pendant une bonne partie de l'année.

● Le 13 février, le Président Bush a annoncé la proposition de son Administration concernant un plan national des transports quinquennal de 105 milliards \$US pour le réseau d'autoroutes et le transport en commun. Le Surface Transportation Assistance Act de 1991 vise à améliorer le réseau d'autoroutes inter-états par une expansion et des améliorations de capital. La législation existante impose de sévères restrictions "Buy American" qui limitent la capacité des sociétés canadiennes de décrocher des contrats. L'Ambassade tentera d'atténuer ces restrictions.

● Le 12 février, l'industrie américaine des roulements à billes a demandé une enquête



antidumping sur les importations de roulements à billes depuis plusieurs pays, dont le Canada. Il est probable que le département du Commerce engagera une enquête.

AU CONGRÈS

● Le 20 février, le Sénat a adopté l'Export Administration Reauthorization Act, y compris des sanctions pour empêcher les filiales étrangères de sociétés américaines de commercer avec Cuba. Le projet de loi n'a pas encore été adopté par la Chambre. Le Canada prendra des mesures énergiques pour contrer les sanctions contre Cuba en adoptant des mesures de blocage en vertu de la Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères si ce projet de loi américain est adopté.

● L'Administration a demandé au Congrès de proroger la durée de la procédure accélérée pour la négociation et l'approbation d'accords commerciaux (issus par exemple des NCM ou des négociations sur le libre-échange nord-américain). Selon cette procédure, le Congrès ne peut amender un projet de loi de mise en oeuvre d'un accord commercial; il doit l'approuver ou le rejeter en bloc. On s'attend à une opposition de la part des industries textile et agricole, des syndicats et d'autres intérêts. Un important débat est à prévoir. Si le Congrès n'approuve pas la demande de l'Administration avant le 1er juin, la procédure accélérée viendra à échéance.